



## **Eurobaromètre Standard 78 Automne 2012**

# **EUROPE 2020**

## **RAPPORT**

Terrain : novembre 2012

Cette étude a été commandée et coordonnée par la Commission européenne,  
Direction générale Communication.

[http://ec.europa.eu/public\\_opinion/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/public_opinion/index_fr.htm)

Le présent document ne représente pas le point de vue de la Commission européenne.  
Les interprétations et les opinions qu'il contient n'engagent que les auteurs.

**Eurobaromètre Standard 78 / Automne 2012 – TNS Opinion & Social**

**Eurobaromètre Standard 78**  
**Automne 2012**

**Europe 2020**

Étude réalisée par TNS Opinion & Social à la demande de  
la Commission européenne, Direction générale Communication

Étude coordonnée par la Commission européenne,  
Direction générale Communication  
Unité « Recherche et speechwriting »

## TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION .....	2
I. L'IMPORTANCE PERÇUE DES INITIATIVES DE L'UE DANS LE CADRE D'EUROPE 2020 .....	4
II. L'OPINION SUR LES OBJECTIFS CHIFFRÉS DE L'UE DANS LE CADRE D'EUROPE 2020 .....	9
III. LA DIRECTION SUIVIE PAR L'UE POUR LUTTER CONTRE LA CRISE .....	15

## ANNEXES

Spécifications techniques

## INTRODUCTION

En mars 2010, la Commission européenne a engagé la stratégie Europe 2020 afin de préparer l'économie européenne aux principaux enjeux et défis de la décennie 2010-2020<sup>1</sup> et de favoriser les conditions d'une croissance innovante, durable et inclusive du plus grand nombre.

La perception de cette stratégie-cadre par l'opinion publique européenne est mesurée depuis l'enquête Eurobaromètre Standard du printemps 2010 (EB73). Dans cette enquête de l'automne 2012 (EB78), elle est appréhendée au moyen de trois indicateurs. En premier lieu, les Européens sont interrogés sur l'importance qu'ils accordent aux sept initiatives définies par la Commission européenne dans le cadre de la stratégie Europe 2020. En second lieu, ils sont questionnés sur le réalisme des objectifs chiffrés que fixe cette stratégie pour l'horizon 2020. Enfin, après s'être exprimés sur ces initiatives-phares et ces objectifs quantitatifs, les Européens sont amenés à juger la direction prise par l'Union européenne pour sortir de la crise.

Cette enquête Eurobaromètre Standard a été conduite entre le 3 et le 18 novembre 2012 dans 34 pays ou territoires<sup>2</sup> : les 27 Etats membres de l'Union européenne, les six pays candidats (la Croatie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, la Turquie, l'Islande, le Monténégro et la Serbie), ainsi qu'auprès de la communauté chypriote turque dans la partie du pays qui n'est pas contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre. Les questions relatives à la stratégie Europe 2020 ont été posées uniquement dans les 27 Etats membres de l'Union européenne.

Le rapport complet de l'étude Eurobaromètre Standard est composé de plusieurs volumes. Le premier volume analyse les résultats des indicateurs historiques de l'étude Eurobaromètre Standard. Quatre autres volumes présentent l'opinion des Européens sur d'autres thèmes : la stratégie Europe 2020 ; la crise financière et économique ; la citoyenneté européenne ; et les habitudes médiatiques dans l'Union européenne. Le présent volume est consacré à la stratégie Europe 2020.

L'analyse générale ainsi que les analyses sociodémographiques se basent sur les résultats au niveau de la moyenne des 27 Etats membres. Cette moyenne est pondérée afin de refléter la population de chacun des Etats membres. Les moyennes pour les années précédentes représentent les résultats obtenus dans tous les Etats membres de l'Union européenne telle qu'elle était composée au moment où l'étude a été menée.

---

<sup>1</sup> [http://ec.europa.eu/europe2020/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/europe2020/index_fr.htm)

<sup>2</sup> Veuillez consulter les spécifications techniques pour les dates exactes du travail de terrain dans chaque pays

La méthodologie utilisée est celle des sondages Eurobaromètre de la Direction générale Communication (Unité « Recherche et speechwriting »)<sup>3</sup>. Une note technique sur la manière de mener les interviews par les instituts du réseau de TNS Opinion & Social est annexée à ce rapport. Cette note indique également les intervalles de confiance<sup>4</sup>.

Les abréviations utilisées dans ce rapport et leurs correspondances sont les suivantes :

ABRÉVIATIONS			
BE	Belgique	LV	Lettonie
CZ	République tchèque	LU	Luxembourg
BG	Bulgarie	HU	Hongrie
DK	Danemark	MT	Malte
DE	Allemagne	NL	Pays-Bas
EE	Estonie	AT	Autriche
EL	Grèce	PL	Pologne
ES	Espagne	PT	Portugal
FR	France	RO	Roumanie
IE	Irlande	SI	Slovénie
IT	Italie	SK	Slovaquie
CY	République de Chypre***	FI	Finlande
LT	Lituanie	SE	Suède
		UK	Royaume-Uni
CY (tcc)	Communauté chypriote turque		
HR	Croatie	UE27	Union européenne – moyenne pondérée pour les 27 Etats membres
TR	Turquie		
MK	Ancienne République yougoslave de Macédoine ****	UE15	BE, IT, FR, DE, LU, NL, DK, UK, IE, PT, ES, EL, AT, SE, FI*
IS	Islande	NEM12	BG, CZ, EE, CY, LT, LV, MT, HU, PL, RO, SI, SK**
ME	Monténégro	Zone euro	BE, FR, IT, LU, DE, AT, ES, PT, IE, NL, FI, EL, EE, SI, CY, MT, SK
		Hors zone euro	BG, CZ, DK, LV, LT, HU, PL, RO, SE, UK
RS	Serbie		

\* UE15 fait référence aux 15 pays formant l'Union européenne avant les élargissements de 2004 et 2007

\*\* Les NEM12 sont les 12 "nouveaux Etats membres" qui ont rejoint l'Union européenne lors des élargissements de 2004 et 2007

\*\*\* Chypre dans son ensemble est l'un des 27 Etats membres de l'Union européenne. Toutefois, l'« acquis communautaire » est suspendu dans la partie du pays qui n'est pas contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre. Pour des raisons pratiques, seuls les entretiens réalisés dans la partie du pays contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre sont repris dans la catégorie « CY » et compris dans la moyenne de l'UE27. Les entretiens réalisés dans la partie du pays non contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre sont repris dans la catégorie « CY(tcc) » [tcc : communauté chypriote turque]

\*\*\*\* Abréviation provisoire ne préjugant pas de la nomenclature définitive de ce pays qui sera convenue après la conclusion de négociations actuellement en cours aux Nations unies

\* \* \* \* \*

*Nous tenons à remercier toutes les personnes interrogées à travers l'Europe  
qui ont pris le temps de participer à ce sondage.*

*Sans leur participation active, cette enquête n'aurait pas été possible.*

<sup>3</sup> [http://ec.europa.eu/public\\_opinion/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/public_opinion/index_fr.htm)

<sup>4</sup> Les tableaux de résultats sont joints en annexe. Il convient de noter que le total des pourcentages indiqué dans les tableaux de ce rapport peut dépasser 100% dans les cas où les personnes interrogées avaient la possibilité de choisir plusieurs réponses à une question.

## I. L'IMPORTANCE PERÇUE DES INITIATIVES DE L'UE DANS LE CADRE D'EUROPE 2020

### - Toutes les initiatives de la stratégie Europe 2020 sont perçues comme plus importantes que lors du printemps 2012 -

Dans cette enquête Standard Eurobaromètre de l'automne 2012 (EB78), les Européens étaient en premier lieu appelés à caractériser le degré d'importance des sept initiatives définies par l'Union européenne<sup>5</sup> dans le cadre de la stratégie Europe 2020, pour surmonter la crise financière et économique et préparer au mieux l'avenir de l'Union européenne. Dans cette perspective, les personnes interrogées étaient invitées à attribuer une note de 1 à 10 à chacune des initiatives testées, 1 signifiant qu'elles la considéraient comme « pas importante du tout » et 10 comme « très importante ». Les pourcentages ont été ensuite agrégés en trois catégories de réponse : « important » pour les notes de 7 à 10, « moyennement important » pour les notes 5 et 6, et « pas important » pour les notes de 1 à 4. Cette question a été posée de façon identique dans toutes les enquêtes Eurobaromètre Standard depuis celle du printemps 2010 (EB73).

L'enquête précédente (enquête Eurobaromètre du printemps 2012, EB77) concluait que la crise suscitait au sein de l'opinion européenne une demande solidement ancrée et constante au fil du temps d'action en matière d'emploi, de croissance durable, de compétitivité et de lutte contre la pauvreté. Ces conclusions restent valides et sont même confortées par les évolutions constatées. En effet, chaque initiative testée voit dans cette nouvelle enquête son niveau d'importance croître au sein de l'opinion européenne par rapport au printemps 2012. La progression la plus forte est mesurée sur l'importance « d'augmenter l'aide aux politiques de recherche et de développement et de transformer les inventions en produits », qui gagne six points de pourcentage. La totalité des initiatives sont dans cette enquête jugées importantes par une majorité absolue d'Européens, y compris le développement de l'économie numérique alors que ce n'était pas le cas dans l'enquête Eurobaromètre du printemps 2012. Au sein de cet ensemble d'initiatives, les mesures sociales (emploi et lutte contre l'exclusion) et environnementales (soutien à une économie durable) continuent, comme lors de toutes les enquêtes précédentes, à se classer au sommet de la hiérarchie, devant les mesures visant à soutenir la compétitivité, l'éducation et l'innovation.

De manière détaillée, huit Européens sur dix considèrent comme important d'« aider les gens pauvres et socialement exclus et de leur permettre de prendre une part active dans la société » (80%, +2 points de pourcentage par rapport à l'enquête Eurobaromètre du printemps 2012) et de « moderniser les marchés de l'emploi en visant à l'augmentation du niveau des emplois » (80%, +2).

<sup>5</sup> QB1. Pour chacune des initiatives suivantes, veuillez me dire dans quelle mesure vous pensez qu'elles sont importantes ou pas pour que l'UE sorte de la crise financière et économique actuelle et se prépare à la prochaine décennie. Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10 où '1' signifie "pas du tout importante" et '10' signifie "très importante".

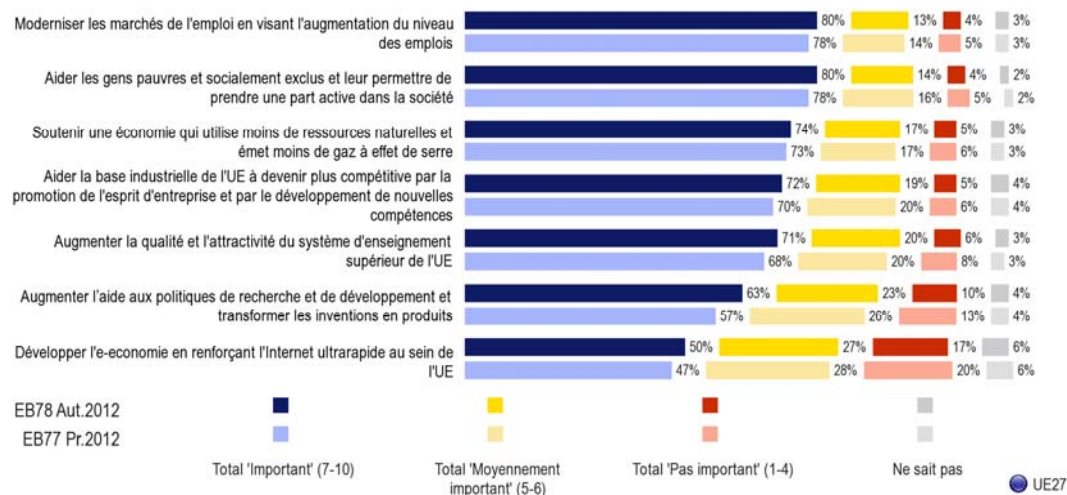
Plus de sept sur dix jugent important de « soutenir une économie qui utilise moins de ressources naturelles et émet moins de gaz à effet de serre » (74%, +1), « d'aider la base industrielle de l'UE à devenir plus compétitive par la promotion de l'esprit d'entreprise et par le développement de nouvelles compétences » (72%, +2) et « d'augmenter la qualité et l'attractivité du système d'enseignement supérieur de l'UE » (71%, +3).

Près des deux tiers (63%, +6) s'accordent sur l'importance de l'initiative visant à « augmenter l'aide aux politiques de recherche et de développement et transformer les inventions en produits ».

Enfin un Européen sur deux (50%, +3) estime que « développer l'e-économie en renforçant l'internet ultra-rapide au sein de l'UE » est important.

Depuis la mise en place de cet indicateur dans l'enquête Standard Eurobaromètre du printemps 2010 (EB73), l'emploi, la lutte contre les exclusions, et le développement durable sont invariablement arrivés dans le trio de tête des initiatives de la stratégie Europe 2020 perçues comme les plus importantes par les Européens.

QB1. Pour chacune des initiatives suivantes, veuillez me dire dans quelle mesure vous pensez qu'elles sont importantes ou pas pour que l'UE sorte de la crise financière et économique actuelle et se prépare à la prochaine décennie. Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10 où '1' signifie "pas du tout importante" et '10' signifie "très importante".



Le consensus prévaut largement au sein de l'opinion européenne sur l'importance des initiatives Europe 2020 : les initiatives concernant la modernisation du marché du travail, la lutte contre l'exclusion, le soutien à l'économie durable, le développement de la compétitivité, l'amélioration du système éducatif supérieur et l'aide aux politiques de recherche-développement sont en effet perçues comme importantes par une majorité absolue des personnes interrogées dans tous les Etats membres de l'Union européenne (à l'unique exception du Royaume-Uni sur l'aide aux politiques de recherche). Le développement de l'e-économie est la seule initiative à susciter de réelles différences de perception selon les pays, les personnes interrogées au sein des pays NEM12 (57%) étant par exemple sensiblement plus nombreuses que celles des pays UE15 (48%) à la considérer comme importante. Dans cette enquête, l'importance perçue des principales initiatives de la stratégie Europe 2020 connaît une croissance particulièrement notable au sein des pays nordiques, des pays du Benelux et en Slovaquie.

Les opinions sur l'importance de la modernisation du marché du travail et de l'augmentation de l'emploi se situent dans une fourchette allant de 70% au Luxembourg à 95% en Slovénie. Elles se renforcent nettement dans cette enquête en Belgique (+8 points de pourcentage), au Danemark (+7), en Slovénie (+6) et en Finlande (+5).

L'importance perçue de l'aide à l'insertion sociale des personnes en difficultés s'échelonne entre 72% au Danemark et en Estonie et 93% en Finlande. C'est en Belgique (+6) et en Finlande (+6) qu'elle se consolide le plus nettement.

Les jugements sur l'importance du soutien à une économie durable et moins émettrice de gaz à effet de serre oscillent entre 64% au Royaume-Uni et 93% en Suède. Ils sont en progression de 10 points de pourcentage en Slovénie, de huit points en Belgique et de sept points en Suède et en Finlande.

Ceux sur l'importance d'une aide à la compétitivité par le développement de l'esprit d'entreprise varient entre 65% en Pologne et au Royaume-Uni et 88% en Bulgarie et en Slovénie. Ils sont en croissance notable au Danemark (+11), au Luxembourg (+11), en Suède (+11), en Finlande (+8), en Slovénie (+8) et en Belgique (+7).

L'amélioration de la qualité du système éducatif rassemble sur son caractère d'importance entre 58% des personnes interrogées au Royaume-Uni et 89% à Malte. L'importance perçue de l'action éducative de l'UE croît très sensiblement en Suède (+16), en Finlande (+12), en Italie (+9), en Slovénie (+9), au Luxembourg (+8), aux Pays-Bas (+7) et en Belgique (+7).

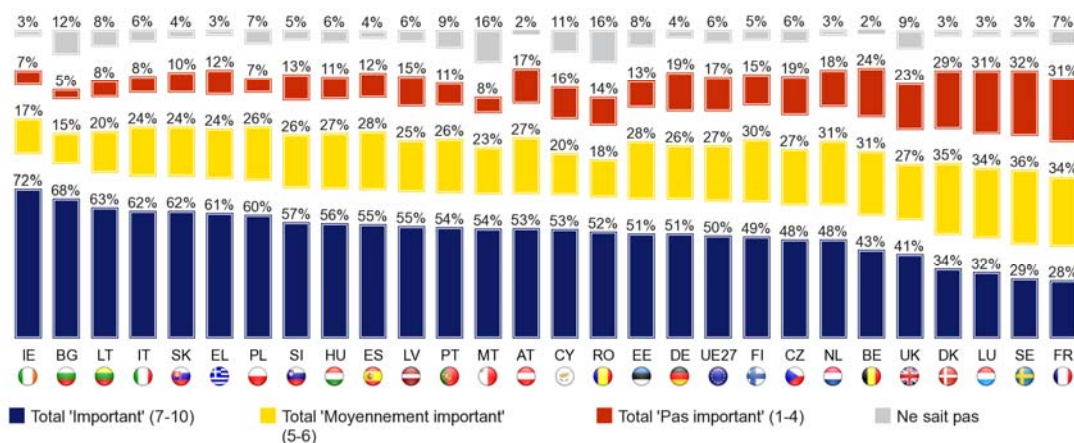
Le Royaume-Uni se démarque sur l'appréciation de l'aide à la recherche et à l'innovation en étant le seul pays où moins de 50% des personnes interrogées jugent cette initiative importante (47%). C'est en Bulgarie (79%) que les personnes interrogées sont les plus nombreuses à la considérer comme importante. L'importance perçue de cette politique est en forte croissance en Slovénie (+13), en Finlande (+12), en Belgique (+11), en Suède (+10), au Luxembourg (+10), aux Pays-Bas (+10), en Italie (+10), en France (+9) et au Danemark (+9).

Dans neuf Etats membres, moins de la moitié des personnes interrogées estiment important le développement de l'économie numérique (Belgique, République tchèque, Danemark, France, Luxembourg, Pays-Bas, Finlande, Suède et Royaume-Uni) ; c'était le cas dans 12 Etats membres dans l'enquête Eurobaromètre du printemps 2012. Une majorité absolue des personnes interrogées en Allemagne (51%, +5), en Estonie (51%, +3) et en Slovénie (57%, +10) le considère en effet désormais comme important, alors que n'était pas le cas au printemps 2012.



QB1.3 Pour chacune des initiatives suivantes, veuillez me dire dans quelle mesure vous pensez qu'elles sont importantes ou pas pour que l'UE sorte de la crise financière et économique actuelle et se prépare à la prochaine décennie. Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10 où '1' signifie "pas du tout importante" et '10' signifie "très importante".





























Développer l'e-économie en renforçant l'Internet ultrarapide au sein de l'UE



Les actions en faveur de l'e-économie sont donc perçues comme importantes par une majorité absolue de la population dans 18 Etats membres, cette perception étant la plus marquée en Irlande (72%), en Bulgarie (68%) et en Lituanie (63%). L'idée qu'il est important de soutenir l'économie numérique est en hausse notable en Italie (+11), en Slovaquie (+10), aux Pays-Bas (+9), en Suède (+7) et en Belgique (+7).

QB1 Pour chacune des initiatives suivantes, veuillez me dire dans quelle mesure vous pensez qu'elles sont importantes ou pas pour que l'UE sorte de la crise financière et économique actuelle et se prépare à la prochaine décennie. Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10 où '1' signifie "pas du tout importante" et '10' signifie "très importante".

Réponses : Total 'Important' (7-10)

	Moderniser les marchés de l'emploi en visant l'augmentation du niveau des emplois	Aider les gens pauvres et socialement exclus et leur permettre de prendre une part active dans la société	Soutenir une économie qui utilise moins de ressources naturelles et émet moins de gaz à effet de serre	Aider la base industrielle de l'UE à devenir plus compétitive par la promotion de l'esprit d'entreprise et par le développement de nouvelles compétences	Augmenter la qualité et l'attractivité du système d'enseignement supérieur de l'UE	Augmenter l'aide aux politiques de recherche et de développement et transformer les inventions en produits	Développer l'économie en renforçant l'Internet ultrarapide au sein de l'UE
 UE27	80%	80%	74%	72%	71%	63%	50%
UE15	79%	80%	75%	72%	71%	63%	48%
NEM12	82%	80%	73%	73%	69%	65%	57%
Zone euro	80%	81%	76%	73%	74%	65%	50%
Hors-zone euro	80%	78%	70%	70%	66%	59%	49%
 BE	85%	84%	79%	74%	73%	64%	43%
 BG	91%	90%	86%	88%	80%	79%	68%
 CZ	90%	79%	78%	78%	67%	66%	48%
 DK	83%	72%	75%	76%	76%	72%	34%
 DE	83%	82%	82%	70%	83%	69%	51%
 EE	73%	72%	68%	72%	69%	53%	51%
 IE	88%	86%	77%	81%	82%	72%	72%
 EL	88%	90%	81%	78%	81%	72%	61%
 ES	84%	90%	79%	75%	84%	75%	55%
 FR	73%	74%	71%	71%	60%	52%	28%
 IT	74%	73%	70%	71%	65%	63%	62%
 CY	94%	91%	75%	83%	83%	58%	53%
 LV	83%	80%	72%	80%	72%	55%	55%
 LT	80%	83%	78%	80%	77%	68%	63%
 LU	70%	81%	75%	76%	71%	51%	32%
 HU	86%	85%	82%	82%	72%	70%	56%
 MT	90%	92%	84%	79%	89%	68%	54%
 NL	81%	82%	77%	75%	75%	66%	48%
 AT	83%	78%	81%	71%	77%	70%	53%
 PL	76%	76%	66%	65%	61%	60%	60%
 PT	81%	83%	70%	75%	73%	65%	54%
 RO	82%	78%	71%	69%	74%	65%	52%
 SI	95%	91%	80%	88%	71%	74%	57%
 SK	92%	83%	81%	85%	79%	72%	62%
 FI	90%	93%	88%	86%	72%	68%	49%
 SE	80%	87%	93%	83%	83%	77%	29%
 UK	76%	76%	64%	65%	58%	47%	41%

Pourcentage le plus élevé par pays

Pourcentage le plus bas par pays

Pourcentage le plus élevé par item

Pourcentage le plus bas par item

## II. L'OPINION SUR LES OBJECTIFS CHIFFRÉS DE L'UE DANS LE CADRE D'EUROPE 2020

### - L'ensemble des objectifs chiffrés de la stratégie Europe 2020 sont jugés réalistes par une majorité d'Européens -

Les Européens étaient ensuite invités à se prononcer sur la crédibilité des objectifs quantitatifs chiffrés, fixés par l'UE dans le cadre de la stratégie Europe 2020. Ils avaient, à cette fin, trois manières de les caractériser : « comme il faut », « trop ambitieux » ou « trop modeste »<sup>6</sup>.

Les objectifs testés sont tous considérés « comme il faut », c'est-à-dire réalistes et atteignables, par une majorité d'Européens. C'était également le cas dans toutes les enquêtes Eurobaromètre précédentes où cette question était posée. La tendance est très largement à la stabilité sur cet indicateur, les réponses « comme il faut » variant au maximum d'un point par rapport au printemps 2012.

Six des huit objectifs testés réunissent une majorité absolue des personnes interrogées sur leur caractère crédible.

- 59% des Européens (-1 point de pourcentage par rapport au printemps 2012) s'accordent sur le réalisme des objectifs visant à ce que « les trois quarts des hommes et des femmes âgés de 20 à 64 ans aient un emploi » et à « augmenter d'ici 2020 l'efficacité de l'énergie dans l'UE de 20% » (également -1).
- 57% considèrent que les objectifs « augmenter d'ici 2020 la part de l'énergie renouvelable dans l'UE de 20% » (-1) et « la part des fonds investis dans la recherche et le développement devrait atteindre 3% des richesses produites dans l'UE chaque année » (+1) sont crédibles.
- 55% (sans changement) jugent « comme il faut » l'objectif de « réduire d'ici 2020 les émissions de gaz à effet de serre dans l'UE d'au moins 20% par rapport à 1990 ».
- 51% (+1) pensent que « le nombre de jeunes quittant l'école sans qualification devrait descendre à 10% » est un objectif réaliste.

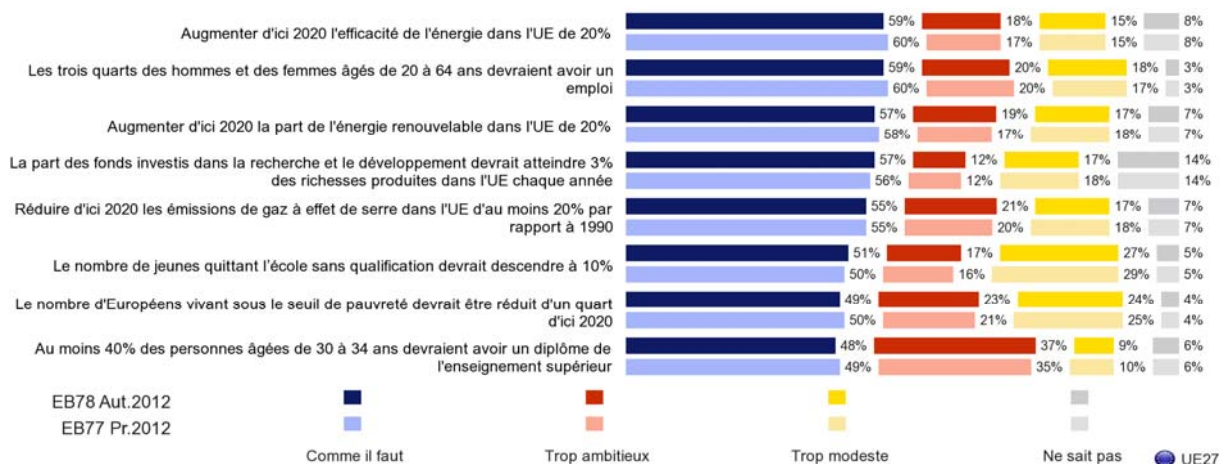
Deux des huit objectifs réunissent une majorité relative des personnes interrogées :

- 49% (-1) considèrent que l'objectif « le nombre d'Européens vivant sous le seuil de pauvreté devrait être réduit d'un quart d'ici 2020 » est réaliste. 24% (-1) le trouvent trop modeste, 23% (+2) trop ambitieux.
- Enfin, 48% (-1) estiment que l'objectif « au moins 40% des personnes âgées de 30 à 34 ans devraient avoir un diplôme de l'enseignement supérieur » est réaliste, 37% (+2) le jugeant à l'inverse trop ambitieux, et 9% (-1) trop modeste. C'est de loin sur cet objectif que le pourcentage des réponses « trop ambitieux » est le plus élevé.

<sup>6</sup> QB2. En pensant à chacun des objectifs suivants à atteindre dans l'UE d'ici 2020, diriez-vous qu'il est trop ambitieux, comme il faut ou trop modeste ?

Et c'est également dans son appréciation que les différences nationales sont les plus marquées.

QB2. En pensant à chacun des objectifs suivants à atteindre dans l'UE d'ici 2020, diriez-vous qu'il est trop ambitieux, comme il faut ou trop modeste ?



L'analyse en tendance longue montre une légère érosion dans l'opinion européenne de la crédibilité des différents objectifs sociaux : par rapport à l'enquête EB73 du printemps 2010, le réalisme perçu des objectifs concernant l'emploi, la réduction de la pauvreté et le niveau de formation des 30-34 ans est ainsi en recul de quatre points de pourcentage. On note également que la crédibilité perçue de l'objectif de faire descendre à 10% le nombre de jeunes quittant l'école sans qualification a perdu deux points depuis le printemps 2010. Par comparaison, les opinions à l'égard des objectifs environnementaux et de recherche-développement restent, elles, quasiment parfaitement stables sur la même période.

QB2 En pensant à chacun des objectifs suivants à atteindre dans l'UE d'ici 2020, diriez-vous qu'il est trop ambitieux, comme il faut ou trop modeste - %UE  
Réponse: Comme il faut

	EB73 Pr.2010	EB74 Aut.2010	Diff. Aut.2010 - Pr.2010	EB75 Pr.2011	Diff. Pr.2011 - Aut.2010	EB76 Aut.2011	Diff. Aut.2011 - Pr.2011	Diff. Aut.2011 - Pr.2010	EB77 Pr.2012	Diff. Pr.2012 - Aut.2011	Diff. Pr.2012 - Pr.2010	EB78 Aut.2012	Diff. Aut.2012 - Pr.2012	Diff. Aut.2012 - Pr.2010
Les trois quarts des hommes et des femmes âgés de 20 à 64 ans devraient avoir un emploi	63%	59%	-4	61%	+2	60%	-1	-3	60%	=	-3	59%	-1	-4
Augmenter d'ici 2020 l'efficacité de l'énergie dans l'UE de 20%	60%	59%	-1	60%	+1	60%	=	=	60%	=	=	59%	-1	-1
Augmenter d'ici 2020 la part de l'énergie renouvelable dans l'UE de 20%	58%	57%	-1	57%	=	57%	=	-1	58%	+1	=	57%	-1	-1
La part des fonds investis dans la recherche et le développement devrait atteindre 3% des richesses produites dans l'UE chaque année	56%	54%	-2	56%	+2	55%	-1	-1	56%	+1	=	57%	+1	+1
Réduire d'ici 2020 les émissions de gaz à effet de serre dans l'UE d'au moins 20% par rapport à 1990	55%	53%	-2	54%	+1	53%	-1	-2	55%	+2	=	55%	=	=
Le nombre de jeunes quittant l'école sans qualification devrait descendre à 10%	53%	51%	-2	51%	=	50%	-1	-3	50%	=	-3	51%	+1	-2
Le nombre d'Européens vivant sous le seuil de pauvreté devrait être réduit d'un quart d'ici 2020	53%	48%	-5	50%	+2	49%	-1	-4	50%	+1	-3	49%	-1	-4
Au moins 40% des personnes âgées de 30 à 34 ans devraient avoir un diplôme de l'enseignement supérieur *	52%	48%	-4	50%	+2	48%	-2	-4	49%	+1	-3	48%	-1	-4

\*Cet item était formulé légèrement différemment jusqu'à l'enquête Eurobaromètre du printemps 2012 (EB77) :  
« Au moins 40% de la jeune génération devrait avoir un diplôme ou une qualification »

L'analyse des résultats au niveau national révèle d'abord un scepticisme sensiblement plus marqué que la moyenne européenne des opinions grecques et chypriotes sur le réalisme de ces objectifs. Ces deux Etats membres sont en effet les seuls où aucun des huit objectifs testés ne recueille une majorité absolue de citations sur son caractère réaliste. Le mouvement de montée du scepticisme est dans cette enquête particulièrement perceptible à Chypre. A l'inverse, la crédibilité de la plupart des objectifs est en nette hausse au Luxembourg.

Cette analyse nationale souligne ensuite que la crédibilité de l'objectif éducatif visant à ce qu'au moins 40% des personnes âgées de 30 à 34 ans soient diplômées du supérieur est clairement celle qui fait le moins consensus, en suscitant les disparités nationales les plus accentuées.

Dans le détail, **l'objectif de faire que les trois quarts des hommes et des femmes âgées de 20 à 64 ans aient un emploi** est jugé « comme il faut » par une majorité absolue des personnes interrogées dans 23 Etats membres de l'UE - avec le plus grand nombre de citations en Roumanie (71%) - et par une majorité relative en Suède (48%), en République tchèque (48%) et en Grèce (38%). Chypre se démarque en étant le seul pays où le réalisme de l'objectif arrive au second rang des réponses (33%, -9), derrière son caractère trop ambitieux (37%, +8). La perception de son réalisme se restaure à l'inverse fortement au Luxembourg (57%, +10).

**Augmenter d'ici 2020 l'efficacité de l'énergie dans l'Union européenne de 20%** est un objectif considéré comme crédible par une majorité absolue des personnes interrogées dans 25 Etats membres - avec le niveau le plus élevé en Slovaquie (72%) - et par une majorité relative en Grèce (46%) et à Chypre (46%). Cet objectif gagne 14 points de crédibilité en Irlande et sept au Luxembourg mais en perd neuf à Chypre.

La crédibilité de l'objectif **d'augmenter d'ici 2020 la part de l'énergie renouvelable dans l'UE de 20%** réunit une majorité absolue des personnes interrogées dans la quasi-totalité des pays de l'UE (avec le point culminant en Slovaquie, à 72%), seuls la Grèce (44%), Chypre (45%) et l'Autriche (49%) faisant exception. La crédibilité de cet objectif est en recul de 11 points à Chypre et de deux points en Grèce. Elle progresse légèrement en Autriche (+2). L'opinion autrichienne demeure toutefois la plus encline à considérer cet objectif comme trop modeste (35%, -2), suivie par la Suède (34%, +1).

**Une majorité de personnes interrogées s'accorde sur le réalisme de l'objectif consistant à consacrer 3% des richesses de l'Union européenne à la recherche-développement** dans 23 Etats membres, avec niveau de citations le plus élevé en Finlande (66%). La majorité est relative en France (49%), en Bulgarie (49%), en Grèce (44%) et à Chypre (44%). La crédibilité de cet objectif gagne 11 points au Luxembourg et huit en Italie et en Irlande ; elle recule de huit points à Chypre.

Le réalisme de l'objectif de **réduction des émissions de gaz à effet de serre de 20% par rapport à 1990** recueille une majorité absolue de citations dans 20 Etats membres de l'UE, avec la plus forte intensité en Italie (64%).

Il se classe de manière relative au premier rang des citations dans les sept autres pays de l'Union européenne, aux Pays-Bas (49%), en République tchèque (48%), en Belgique (47%), en Suède (44%), au Luxembourg (43%), à Chypre (42%) et en Grèce (40%). La perception d'un manque d'ambition de cet objectif est spécifiquement supérieure à la moyenne européenne en Suède (38%) et en Autriche (33%).

Comme lors de l'enquête Eurobaromètre précédente du printemps 2012, l'opinion publique suédoise se démarque également tout particulièrement dans l'appréciation de l'objectif visant à **faire reculer à 10% le nombre de jeunes quittant l'école sans qualification**. C'est en effet la seule au sein de l'UE à le considérer majoritairement comme trop modeste (54%). Cet objectif apparaît réaliste à une majorité absolue des personnes interrogées dans 17 Etats membres de l'UE, avec le plus haut niveau en Pologne (65%). Si la réponse « comme il faut » y arrive en tête, le scepticisme sur le réalisme de cet objectif est plus marqué par rapport à la moyenne européenne en Grèce (37% de jugements « comme il faut », pour 51% dans l'ensemble de l'UE), en Allemagne (40%) et en France (41%). On relèvera également que, en plus de la Suède, plus d'un tiers de la population considère cet objectif comme trop modeste dans sept pays : en Allemagne (41%), en Autriche (38%), en Lettonie (37%), en Belgique (35%), au Luxembourg (35%), en République tchèque (34%) et en France (34%).

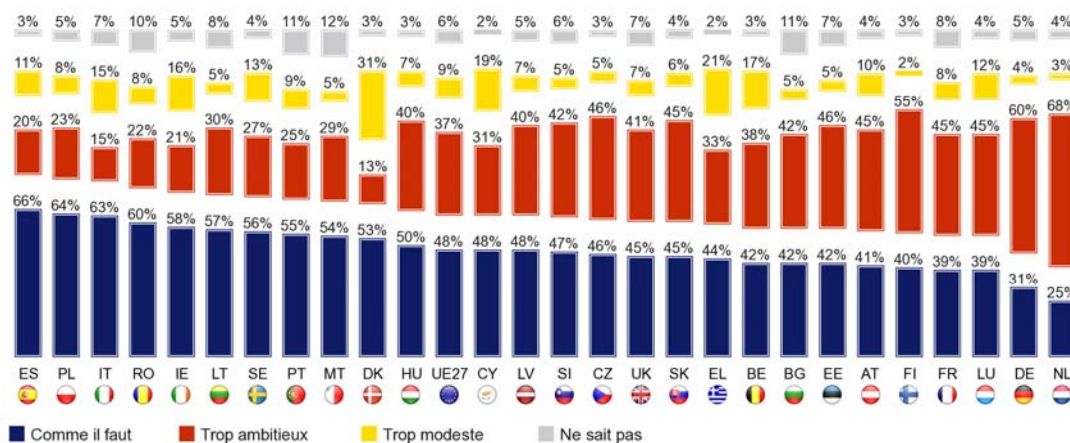
Le réalisme de l'objectif de **la réduction d'un quart de la pauvreté dans l'Union européenne** n'est pas la première réponse citée dans trois Etats membres de l'UE : en Suède (44% de réponses « trop modeste » pour 40% de réponses « comme il faut » et 13% de réponses « trop ambitieux »), en Grèce (35% de réponses « trop modeste » et « trop ambitieux » pour 28% de réponses « comme il faut ») et à Chypre (49% de réponses « trop ambitieux », 29% de réponses « trop modestes » et 21% de « comme il faut »). La perception du caractère trop ambitieux de cet objectif croît de 13 points à Chypre depuis le printemps 2012. Les citations considérant cet objectif comme réaliste représentent une majorité relative dans 13 Etats membres, et absolue dans 11, le plus fort niveau étant mesuré en Lituanie (63%).

Enfin, la crédibilité de **l'objectif visant à ce qu'au moins 40% des 30-34 ans aient un diplôme de l'enseignement supérieur** est clairement celle qui suscite les plus grands écarts dans l'appréciation par pays. Dans sept pays, cet objectif est perçu comme trop ambitieux, soit par une majorité absolue des personnes interrogées – Pays-Bas (68%), Allemagne (60%), Finlande (55%) – soit par une majorité relative – Estonie (46% contre 42% le considérant « comme il faut »), France (45% contre 39%), Luxembourg (45% contre 39%) et Autriche (45% contre 41%). La perception d'une trop grande ambition de cet objectif croît spectaculairement en Finlande : +20 points depuis le printemps 2012.



QB2.7. En pensant à chacun des objectifs suivants à atteindre dans l'UE d'ici 2020, diriez-vous qu'il est trop ambitieux, comme il faut ou trop modeste ?

Au moins 40% des personnes âgées de 30 à 34 ans devraient avoir un diplôme de l'enseignement supérieur



Dans trois pays, le rapport d'opinion est strictement équilibré : en République tchèque (46% le jugeant trop ambitieux contre 46% « comme il faut »), en Slovaquie (45% contre 45%) et en Bulgarie (42% contre 42%).

Dans les 17 autres Etats membres, la réponse « comme il faut » arrive en tête des citations, avec une majorité absolue dans 11 d'entre eux, et le meilleur score enregistré en Espagne (66%).

QB2 En pensant à chacun des objectifs suivants à atteindre dans l'UE d'ici 2020, diriez-vous qu'il est trop ambitieux, comme il faut ou trop modeste ?

Réponses : Comme il faut

	Les trois quarts des hommes et des femmes âgés de 20 à 64 ans devraient avoir un emploi	Augmenter d'ici 2020 l'efficacité de l'énergie dans l'UE de 20%	La part des fonds investis dans la recherche et le développement devrait atteindre 3% des richesses produites dans l'UE chaque année	Augmenter d'ici 2020 la part de l'énergie renouvelable dans l'UE de 20%	Réduire d'ici 2020 les émissions de gaz à effet de serre dans l'UE d'au moins 20% par rapport à 1990	Le nombre de jeunes quittant l'école sans qualification devrait descendre à 10%	Le nombre d'Européens vivant sous le seuil de pauvreté devrait être réduit d'un quart d'ici 2020	Au moins 40% des personnes âgées de 30 à 34 ans devraient avoir un diplôme de l'enseignement supérieur
UE27	59%	59%	57%	57%	55%	51%	49%	48%
BE	51%	53%	55%	51%	47%	43%	40%	42%
BG	61%	54%	49%	53%	53%	50%	49%	42%
CZ	48%	57%	60%	54%	48%	47%	38%	46%
DK	61%	66%	65%	59%	51%	56%	50%	53%
DE	55%	56%	58%	52%	50%	40%	43%	31%
EE	61%	61%	53%	57%	54%	51%	48%	42%
IE	60%	65%	59%	62%	56%	59%	54%	58%
EL	38%	46%	44%	44%	40%	37%	28%	44%
ES	60%	65%	58%	65%	63%	57%	54%	66%
FR	56%	59%	49%	53%	50%	41%	39%	39%
IT	69%	63%	65%	64%	64%	63%	59%	63%
CY	33%	46%	44%	45%	42%	45%	21%	48%
LV	58%	63%	62%	63%	59%	50%	55%	48%
LT	62%	70%	64%	67%	63%	56%	63%	57%
LU	57%	55%	50%	50%	43%	43%	38%	39%
HU	54%	58%	56%	50%	52%	48%	38%	50%
MT	64%	61%	52%	63%	60%	57%	52%	54%
NL	54%	57%	50%	53%	49%	50%	46%	25%
AT	56%	53%	56%	49%	50%	46%	44%	41%
PL	64%	66%	64%	66%	63%	65%	59%	64%
PT	60%	57%	56%	59%	52%	55%	48%	55%
RO	71%	58%	53%	60%	58%	59%	60%	60%
SI	65%	72%	61%	72%	60%	64%	57%	47%
SK	51%	58%	56%	57%	54%	58%	43%	45%
FI	57%	65%	66%	59%	57%	58%	49%	40%
SE	48%	56%	56%	50%	44%	36%	40%	56%
UK	62%	57%	53%	56%	55%	50%	50%	45%

Pourcentage le plus élevé par pays

Pourcentage le plus bas par pays

Pourcentage le plus élevé par item

Pourcentage le plus bas par item



### III. LA DIRECTION SUIVIE PAR L'UE POUR LUTTER CONTRE LA CRISE

- Une majorité relative des Européens a le sentiment que l'Union européenne va dans la bonne direction pour sortir de la crise ; ce sentiment est quasiment stable par rapport au printemps 2012 -

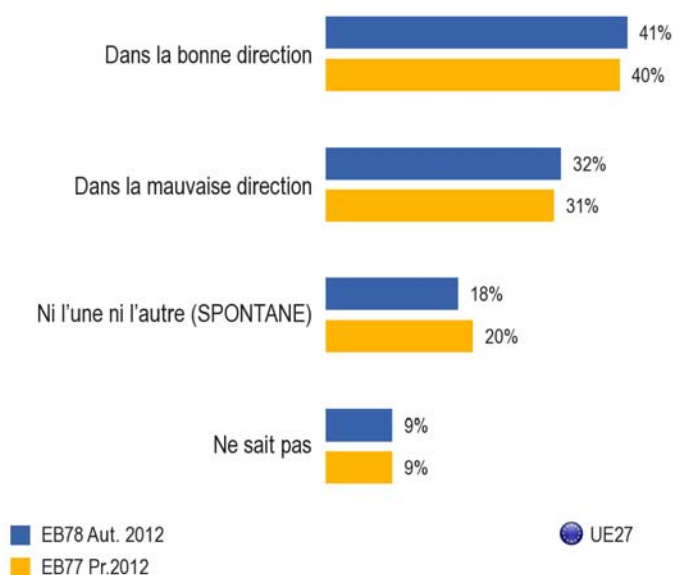
Un peu plus de quatre Européens sur dix (41%, +1 point de pourcentage par rapport au printemps 2012) considèrent que l'UE va dans la bonne direction pour sortir de la crise et faire face aux nouveaux défis mondiaux. 32% (+1) considèrent à l'inverse que l'UE suit une mauvaise direction dans sa politique de sortie de crise. 18% (-2) répondent spontanément que l'UE ne va ni dans la bonne, ni dans la mauvaise direction et 9% (sans changement) n'expriment pas d'opinion<sup>7</sup>.

Le différentiel d'opinion entre jugements positifs et jugements négatifs s'établit donc à +9 et reste parfaitement stable par rapport au printemps 2012. Il est légèrement supérieur à celui enregistré il y a deux ans dans l'enquête Standard Eurobaromètre de l'automne 2011 (EB76), +7, mais demeure toutefois encore loin de son meilleur niveau mesuré dans l'enquête Eurobaromètre de l'automne 2010 (EB74), +23.

L'appréciation de la politique de sortie de crise de l'UE suscite un rapport d'opinion plutôt serré au sein des pays UE15 (38% contre 35%) et des pays de la zone euro (37% contre 33%), mais nettement plus favorable au sein des pays non membres de la zone euro (49% contre 29%) et des pays NEM12 (52% contre 23%). Au sein de ces quatre groupes de pays, ce rapport d'opinion ne connaît pas d'évolutions marquantes.

Sous l'effet d'une forte croissance des jugements désapprouvant la direction suivie par l'UE pour sortir de la crise, respectivement de 11 et sept points, le rapport d'opinion s'inverse dans cette enquête en Belgique (43% d'avis négatifs contre 38% d'avis positifs, pour 32% contre 44% au printemps 2012) et à Chypre (33% contre 32%, pour 26% contre 41%). Ces deux pays se situent donc désormais dans le groupe des Etats membres dans lesquels la désapprobation domine, aux côtés de la Grèce (61%, +5), de l'Espagne (53%, +7), du Portugal (50%, +12) et de l'Italie (37%, -1, contre 21%).

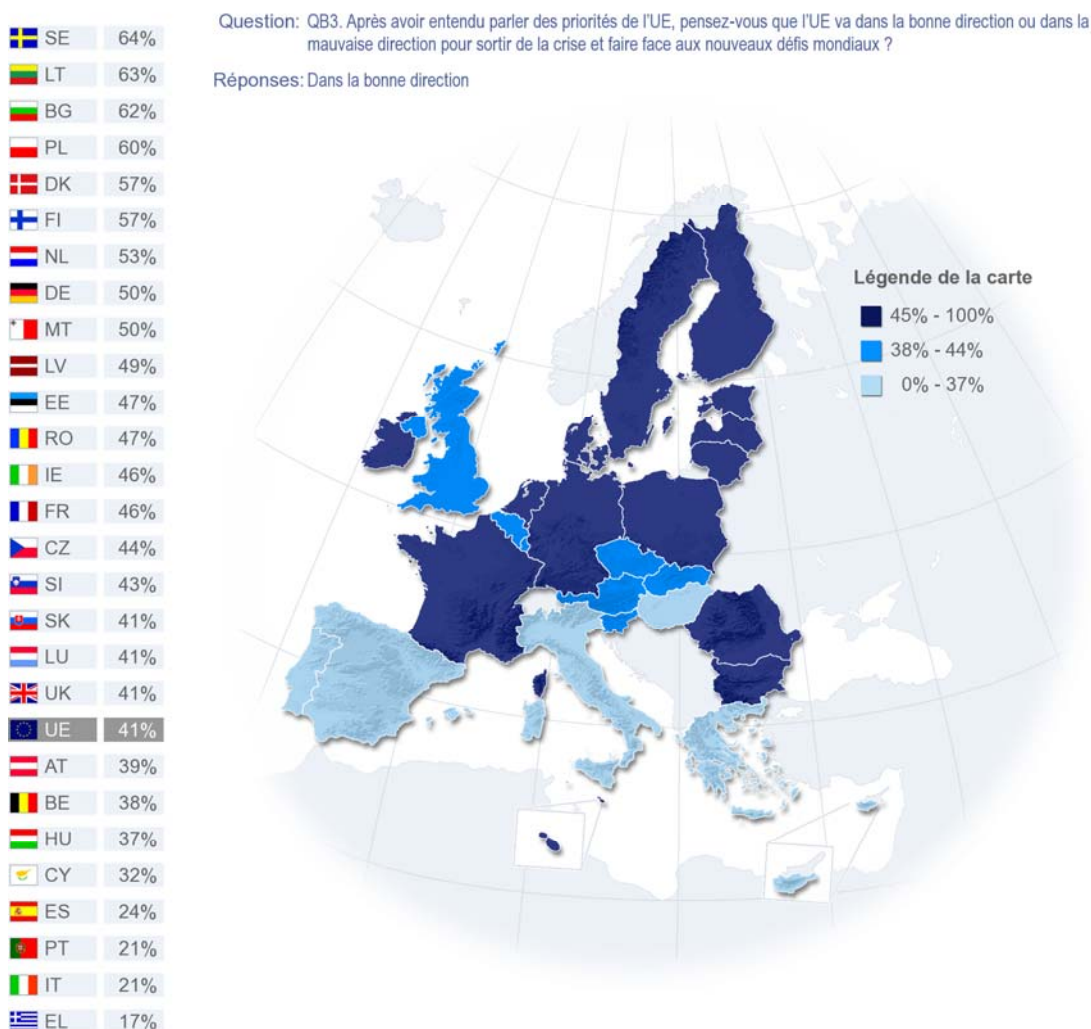
QB3. Après avoir entendu parler des priorités de l'UE, pensez-vous que l'UE va dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction pour sortir de la crise et faire face aux nouveaux défis mondiaux ?



<sup>7</sup> QB3. Après avoir entendu parler des priorités de l'UE, pensez-vous que l'UE va dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction pour sortir de la crise et de faire face aux nouveaux défis mondiaux ?

Dans cette enquête, le rapport d'opinion s'équilibre au Royaume-Uni (41% contre 41%) alors qu'il était légèrement défavorable au printemps 2012 (38% d'avis positifs contre 40% d'avis négatifs).





























La direction suivie par l'Union européenne pour surmonter la crise est donc approuvée par une majorité de personnes interrogées dans 20 Etats membres. Cette opinion rassemble une majorité absolue dans neuf d'entre eux : Suède (64%), Lituanie (63%), Bulgarie (62%), Pologne (60%), Danemark (57%), Finlande (57%), Pays-Bas (53%), Allemagne (50%) et Malte (50%) ; et une majorité relative dans 11 : Lettonie (49% d'avis positifs contre 13% d'avis négatifs), Estonie (47% contre 15%), Roumanie (47% contre 19%), Irlande (46% contre 25%), France (46% contre 33%), République tchèque (44% contre 31%), Slovénie (43% contre 26%), Luxembourg (41% contre 34%), Slovaquie (41% contre 35%), Autriche (39% contre 24%) et Hongrie (37% contre 33%).



Au sein de cet ensemble, l'approbation de la politique de sortie de crise connaît un mouvement marqué de consolidation en Irlande (+13), en Bulgarie (+9) et en Pologne (+8). Elle est à l'inverse en recul notable en Roumanie (-7) et en Estonie (-5).

Il y a dans cette enquête une tendance nette à la consolidation du soutien à la politique de sortie de crise de l'UE dans les pays où il était déjà le plus affirmé ; symétriquement, il y a une tendance sensible au renforcement de la désapprobation dans les pays où elle prédominait déjà, à l'exception de l'Italie où le soutien progresse de quatre points. **Ces deux mouvements accentuent donc les écarts nationaux dans l'appréciation de la politique conduite par l'Union européenne pour surmonter la crise économique et financière.**

**QB3 Après avoir entendu parler des priorités de l'UE, pensez-vous que l'UE va dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction pour sortir de la crise et faire face aux nouveaux défis mondiaux ?**  
+diff. Aut.2012 - Pr.2012

		Dans la bonne direction		Dans la mauvaise direction		Ni l'une ni l'autre (SPONTANÉ)		Ne sait pas	
	UE27	41%	<b>+1</b>	32%	<b>+1</b>	18%	<b>-2</b>	9%	<b>=</b>
	SE	64%	<b>+1</b>	21%	<b>+1</b>	7%	<b>-3</b>	8%	<b>+1</b>
	LT	63%	<b>-1</b>	11%	<b>=</b>	12%	<b>-1</b>	14%	<b>+2</b>
	BG	62%	<b>+9</b>	8%	<b>-1</b>	21%	<b>-6</b>	9%	<b>-2</b>
	PL	60%	<b>+8</b>	23%	<b>+4</b>	12%	<b>-8</b>	5%	<b>-4</b>
	DK	57%	<b>+2</b>	27%	<b>-2</b>	9%	<b>=</b>	7%	<b>=</b>
	FI	57%	<b>+2</b>	23%	<b>-4</b>	14%	<b>+4</b>	6%	<b>-2</b>
	NL	53%	<b>+5</b>	27%	<b>-5</b>	7%	<b>-2</b>	13%	<b>+2</b>
	DE	50%	<b>=</b>	16%	<b>-4</b>	27%	<b>+1</b>	7%	<b>+3</b>
	MT	50%	<b>+4</b>	18%	<b>-1</b>	19%	<b>-1</b>	13%	<b>-2</b>
	LV	49%	<b>-1</b>	13%	<b>-2</b>	25%	<b>+2</b>	13%	<b>+1</b>
	EE	47%	<b>-5</b>	15%	<b>+3</b>	28%	<b>+2</b>	10%	<b>=</b>
	RO	47%	<b>-7</b>	19%	<b>+2</b>	21%	<b>+6</b>	13%	<b>-1</b>
	IE	46%	<b>+13</b>	25%	<b>+5</b>	17%	<b>-21</b>	12%	<b>+3</b>
	FR	46%	<b>+1</b>	33%	<b>+5</b>	11%	<b>-4</b>	10%	<b>-2</b>
	CZ	44%	<b>+2</b>	31%	<b>-1</b>	17%	<b>=</b>	8%	<b>-1</b>
	SI	43%	<b>+2</b>	26%	<b>-2</b>	24%	<b>-1</b>	7%	<b>+1</b>
	LU	41%	<b>-3</b>	34%	<b>+8</b>	17%	<b>-5</b>	8%	<b>=</b>
	SK	41%	<b>-2</b>	35%	<b>+3</b>	19%	<b>-2</b>	5%	<b>+1</b>
	UK	41%	<b>+3</b>	41%	<b>+1</b>	8%	<b>-2</b>	10%	<b>-2</b>
	AT	39%	<b>+1</b>	24%	<b>+3</b>	34%	<b>-4</b>	3%	<b>=</b>
	BE	38%	<b>-6</b>	43%	<b>+11</b>	17%	<b>-5</b>	2%	<b>=</b>
	HU	37%	<b>-2</b>	33%	<b>+1</b>	20%	<b>+1</b>	10%	<b>=</b>
	CY	32%	<b>-9</b>	33%	<b>+7</b>	22%	<b>-1</b>	13%	<b>+3</b>
	ES	24%	<b>=</b>	53%	<b>+7</b>	14%	<b>-6</b>	9%	<b>-1</b>
	IT	21%	<b>+4</b>	37%	<b>-1</b>	30%	<b>-4</b>	12%	<b>+1</b>
	PT	21%	<b>-6</b>	50%	<b>+12</b>	22%	<b>-2</b>	7%	<b>-4</b>
	EL	17%	<b>-5</b>	61%	<b>+5</b>	20%	<b>=</b>	2%	<b>=</b>

**L'analyse sociodémographique révèle un certain nombre de variations** : comme la plupart des indicateurs portant sur la perception de l'UE et de ses politiques, celui concernant la politique de sortie de crise de l'UE obéit à de fortes variations selon l'âge, le niveau de diplôme et les conditions socioéconomiques d'existence des individus.

L'approbation de la politique conduite par l'UE pour sortir de la crise est ainsi bien plus forte chez les 15-24 ans (50% d'avis positifs contre 27% d'avis négatifs) que chez les personnes âgées de 55 ans et plus (39% contre 32%).

Elle est dominante chez les catégories diplômées (48% chez les individus ayant poursuivi le plus longtemps leurs études, contre 30% qui considèrent qu'elle va dans la mauvaise direction), chez les cadres (52% contre 28%), les personnes n'ayant pratiquement jamais de difficultés à payer leurs factures (47% contre 28%) et les catégories qui s'estiment appartenir à la « classe supérieure » de la société (57% contre 25%)<sup>8</sup>.

A l'opposé, elle est minoritaire au sein des catégories peu ou pas diplômées (29% contre 38% de désapprobation chez les personnes ayant arrêté leurs études avant 16 ans), des chômeurs (32% contre 42%), des individus en situation de précarité financière (26% contre 45% chez les personnes avouant la plupart du temps avoir du mal à payer leurs factures) et modestes (35% contre 37% chez les personnes disant appartenir à la « classe ouvrière »).

---

<sup>8</sup> À noter toutefois que le nombre de personnes interrogées se considérant comme appartenant à la classe supérieure de la société est faible (n=685). En conséquence, les résultats doivent être interprétés avec prudence.

QB3 Après avoir entendu parler des priorités de l'UE, pensez-vous que l'UE va dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction pour sortir de la crise et faire face aux nouveaux défis mondiaux ?

	Dans la bonne direction	Dans la mauvaise direction	Ni l'une ni l'autre (SPONTANE)	Ne sait pas
UE27	41%	32%	18%	9%

#### Sexe

Homme	42%	34%	17%	7%
Femme	41%	30%	18%	11%

#### Age

15-24	50%	27%	16%	7%
25-39	41%	32%	19%	8%
40-54	40%	35%	17%	8%
55 +	39%	32%	18%	11%

#### Age de fin d'études

15-	29%	38%	21%	12%
16-19	40%	32%	19%	9%
20+	48%	30%	15%	7%
Toujours étudiant	54%	23%	16%	7%

#### Echelle d'occupation

Indépendants	39%	35%	19%	7%
Cadres	52%	28%	15%	5%
Autres employés	43%	31%	19%	7%
Ouvriers	39%	34%	18%	9%
Hommes/ femmes au foyer	36%	32%	21%	11%
Chômeurs	32%	42%	17%	9%
Retraités	40%	31%	18%	11%
Etudiants	54%	23%	16%	7%

#### Difficultés à payer ses factures

La plupart du temps	26%	45%	19%	10%
De temps en temps	36%	35%	20%	9%
Pratiquement jamais	47%	28%	16%	9%

#### Considère appartenir à

La classe ouvrière	35%	37%	18%	10%
La classe moyenne	47%	28%	17%	8%
La classe supérieure	57%	25%	14%	4%

#### Ma voix compte dans l'UE

D'accord	60%	20%	14%	6%
Pas d'accord	32%	39%	20%	9%

## SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES

Entre le 3 et le 18 novembre 2012, TNS Opinion & Social, un consortium créé entre TNS plc et TNS opinion, a réalisé la vague 78.1 de l'enquête EUROBAROMÈTRE à la demande de la COMMISSION EUROPEENNE, direction générale de la communication, unité « Recherche et speechwriting ».

La vague 78.1 est l'enquête EUROBAROMÈTRE STANDARD 78 et couvre la population de 15 ans et plus ayant la nationalité d'un des Pays membres de l'Union européenne et résidant dans un des Pays membres de l'Union européenne.

L'enquête EUROBAROMETRE STANDARD 78 a été conduite également dans les six pays candidats (la Croatie, la Turquie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, l'Islande et la Serbie) et en Communauté chypriote turque. Dans ces pays, l'étude a couvert la population nationale et les citoyens de tous les Etats membres résidant dans ces pays et ayant une maîtrise de la langue nationale suffisante pour répondre au questionnaire.

Le principe d'échantillonnage appliqué dans tous les Etats participant à cette étude est une sélection aléatoire (probabiliste) à phases multiples. Dans chaque pays, divers points de chute ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population (afin de couvrir la totalité du pays) et à la densité de la population.

A cette fin, ces points de chute ont été tirés systématiquement dans chacune des "unités régionales administratives", après avoir été stratifiés par unité individuelle et par type de région. Ils représentent ainsi l'ensemble du territoire des pays participant à l'étude, selon les EUROSTAT-NUTS II (ou équivalent) et selon la distribution de la population habitant dans le pays en termes de zones métropolitaines, urbaines et rurales. Dans chacun des points de chute sélectionnés, une adresse de départ a été tirée de manière aléatoire. D'autres adresses (chaque Nième adresse) ont ensuite été sélectionnées par une procédure de "random route" à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré aléatoirement (suivant la règle du "plus proche anniversaire"). Toutes les interviews ont été réalisées en face à face chez les répondants et dans la langue nationale appropriée. En ce qui concerne la technique de collecte de données, le système CAPI (*Computer Assisted Personal Interview*) a été utilisé dans tous les pays où cela était possible.

Dans chaque pays, l'échantillon a été comparé à l'univers. La description de l'univers se base sur les données de population EUROSTAT ou provenant des Instituts nationaux de Statistique. Pour tous les pays couverts par l'étude, une procédure de pondération nationale a été réalisée (utilisant des pondérations marginales et croisées), sur base de cette description de l'univers. Dans tous les pays le sexe, l'âge, les régions et la taille de l'agglomération ont été introduits dans la procédure d'itération. Pour la pondération internationale (i.e. les moyennes UE), TNS Opinion & Social recourt aux chiffres officiels de population, publiés par EUROSTAT ou les instituts nationaux de Statistique. Les chiffres complets de la population, introduits dans cette procédure de post-pondération, sont indiqués ci-dessus.

Il importe de rappeler aux lecteurs que les résultats d'un sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Pour des échantillons d'environ 1.000 interviews, le pourcentage réel oscille dans les intervalles de confiance suivants :

Marges statistiques dues au processus d'échantillonnage (au niveau de confiance de 95%)											
tailles d'échantillon en lignes						résultats observés en colonnes					
	5%	10%	15%	20%	25%	30%	35%	40%	45%	50%	
	95%	90%	85%	80%	75%	70%	65%	60%	55%	50%	
N=50	6,0	8,3	9,9	11,1	12,0	12,7	13,2	13,6	13,8	13,9	N=50
N=500	1,9	2,6	3,1	3,5	3,8	4,0	4,2	4,3	4,4	4,4	N=500
N=1000	1,4	1,9	2,2	2,5	2,7	2,8	3,0	3,0	3,1	3,1	N=1000
N=1500	1,1	1,5	1,8	2,0	2,2	2,3	2,4	2,5	2,5	2,5	N=1500
N=2000	1,0	1,3	1,6	1,8	1,9	2,0	2,1	2,1	2,2	2,2	N=2000
N=3000	0,8	1,1	1,3	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	1,8	1,8	N=3000
N=4000	0,7	0,9	1,1	1,2	1,3	1,4	1,5	1,5	1,5	1,5	N=4000
N=5000	0,6	0,8	1,0	1,1	1,2	1,3	1,3	1,4	1,4	1,4	N=5000
N=6000	0,6	0,8	0,9	1,0	1,1	1,2	1,2	1,2	1,3	1,3	N=6000
N=7000	0,5	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2	1,2	N=7000
N=7500	0,5	0,7	0,8	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	N=7500
N=8000	0,5	0,7	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	N=8000
N=9000	0,5	0,6	0,7	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0	N=9000
N=10000	0,4	0,6	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	N=10000
N=11000	0,4	0,6	0,7	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	N=11000
N=12000	0,4	0,5	0,6	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	N=12000
N=13000	0,4	0,5	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	N=13000
N=14000	0,4	0,5	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	N=14000
N=15000	0,3	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	N=15000
	5%	10%	15%	20%	25%	30%	35%	40%	45%	50%	
	95%	90%	85%	80%	75%	70%	65%	60%	55%	50%	

ABR.	PAYS	INSTITUTS	N°	DATES		POPULATION
			INTERVIEWS	TERRAIN	15+	
BE	Belgique	TNS Dimarso	1.031	03/11/2012	18/11/2012	8.866.411
BG	Bulgarie	TNS BBSS	1.020	03/11/2012	11/11/2012	6.584.957
CZ	Rép. Tchèque	TNS Aisa	1.003	03/11/2012	14/11/2012	8.987.535
DK	Danemark	TNS Gallup DK	1.001	03/11/2012	18/11/2012	4.533.420
DE	Allemagne	TNS Infratest	1.562	03/11/2012	18/11/2012	64.545.601
EE	Estonie	Emor	1.003	03/11/2012	18/11/2012	916.000
IE	Irlande	IMS Millward Brown	1.000	03/11/2012	18/11/2012	3.375.399
EL	Grèce	TNS ICAP	1.001	03/11/2012	17/11/2012	8.693.566
ES	Espagne	TNS Demoscopia	1.006	03/11/2012	18/11/2012	39.035.867
FR	France	TNS Sofres	1.008	03/11/2012	18/11/2012	47.620.942
IT	Italie	TNS Infratest	1.032	03/11/2012	18/11/2012	51.252.247
CY	Rép. de Chypre	Synovate	503	03/11/2012	18/11/2012	651.400
LV	Lettonie	TNS Latvia	1.011	03/11/2012	18/11/2012	1.448.719
LT	Lituanie	TNS LT	1.019	03/11/2012	18/11/2012	2.849.359
LU	Luxembourg	TNS ILReS	502	03/11/2012	17/11/2012	404.907
HU	Hongrie	TNS Hoffmann Kft	1.028	03/11/2012	18/11/2012	8.320.614
MT	Malte	MISCO	500	03/11/2012	18/11/2012	335.476
NL	Pays-Bas	TNS NIPO	1.016	03/11/2012	18/11/2012	13.288.200
AT	Autriche	Österreichisches Gallup-Institut	993	03/11/2012	18/11/2012	6.973.277
PL	Pologne	TNS OBOP	1.000	03/11/2012	18/11/2012	32.306.436
PT	Portugal	TNS EUROTESTE	1.015	03/11/2012	18/11/2012	8.080.915
RO	Roumanie	TNS CSOP	1.014	03/11/2012	13/11/2012	18.246.731
SI	Slovénie	RM PLUS	1.014	03/11/2012	18/11/2012	1.748.308
SK	Slovaquie	TNS Slovakia	1.000	03/11/2012	18/11/2012	4.549.954
FI	Finlande	TNS Gallup Oy	1.007	03/11/2012	18/11/2012	4.412.321
SE	Suède	TNS GALLUP	1.029	03/11/2012	18/11/2012	7.723.931
UK	Royaume-Uni	TNS UK	1.304	03/11/2012	18/11/2012	51.081.866
TOTAL UE27			26.622	03/11/2012	18/11/2012	406.834.359
CY(tcc)	Comm. chypriote turque	Kadem	500	03/11/2012	18/11/2012	143.226
HR	Croatie	Puls	1.000	03/11/2012	18/11/2012	3.749.400
TR	Turquie	TNS PIAR	1.000	03/11/2012	18/11/2012	52.728.513
MK	Ancienne Rép. yougoslave de Macédoine	TNS Brima	1.056	03/11/2012	09/11/2012	1.678.404
IS	Islande	Capacent	502	03/11/2012	18/11/2012	252.277
ME	Monténégro	TNS Medium Gallup	1.017	03/11/2012	15/11/2012	492.265
RS	Serbie	TNS Medium Gallup	1.034	03/11/2012	15/11/2012	6.409.693
TOTAL			32.731	03/11/2012	18/11/2012	472.288.137